



Communiqué de presse – 17 décembre 2021

BILAN DE LA SESSION DE DÉCEMBRE

La session de décembre du Grand Conseil se terminait aujourd’hui. Le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) en tire un bilan mitigé. Il déplore la baisse du montant retenu dans la modification de la loi d’application de la loi fédérale sur les allocations familiales, ainsi que le refus de la création d’un poste d’assistant social à la prison des Îles et de l’augmentation des salaires du personnel soignant dans le budget.

Le PSVR est déçu de la baisse du montant retenu dans la modification de la Loi d’application de la loi fédérale sur les allocations familiales, passant de 40 CHF à 30 CHF. « Nous pouvons vivre avec ce compromis, mais espérons pouvoir faire plus pour les familles valaisannes », commente la cheffe du Groupe Parti socialiste et Gauche citoyenne (PS/GC) Sarah Constantin. « Je critique l’attitude du PLR et des Verts, qui n’ont souhaité aucune augmentation. Un signal déplorable pour le porte-monnaie des familles du canton ! »

Le refus d’un poste d’assistant social à la prison des Îles est également critiqué par le PSVR. « Le parlement est dans le déni : les suicides et les révélations survenues dans la presse ne suffisent apparemment pas pour agir » commente la vice-cheffe du groupe PS/GC Anne-Laure Secco. « Les déclarations de l’UDC à ce sujet, à savoir ne pas vouloir faire de la prison *un club med*, est une attaque virulente et inacceptable tant contre l’institution pénitentiaire que contre les personnes qui y sont détenues. Nous demandons des conditions de détention qui respectent les droits humains. »

Le parti salue néanmoins l’acceptation, au stade du développement, d’un postulat interdisant les thérapies de conversion dans le canton, un signal fort en faveur de la lutte contre l’homophobie en Valais. De même, le rôle généré par la volonté d’utiliser la péréquation financière pour financer les écoles du degré tertiaire est réjouissant. Les communes n’ont pas à être affaiblies pour financer une tâche de l’État. L’acceptation d’une motion, déposée par l’ancien chef du groupe Emmanuel Amoos, pour modifier le mode d’élection lors de scrutins majoritaires, est saluée par le parti, tout comme l’accord d’un million supplémentaire pour la pédopsychiatrie. Finalement, le refus du parlement d’augmenter les salaires du personnel soignant est un très mauvais signal après le vote populaire sur l’initiative sur les soins infirmiers. Une interpellation a d’ailleurs été déposée en ce sens pour savoir comment le canton envisage d’apporter des améliorations dans le secteur des soins.

Contacts :

- **Sarah Constantin** 079 483 97 72
cheffe du Groupe PS & Gauche citoyenne
- **Anne-Laure Secco** 079 664 53 93
vice-cheffe du Groupe PS & Gauche citoyenne
- **Clément Borgeaud** 079 937 51 34
président du PSVR